

**Décision n° 2010-0942**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 2 septembre 2010**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Diabolocom**  
**(numéros de la forme 08 0B PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Diabolocom (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 08-1802 en date du 10 juillet 2008) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les demandes de la société Diabolocom, en date du 22 juin 2010 et du 21 juillet 2010, reçues le 24 juin 2010 et 23 juillet 2010, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros d'accès à des services vocaux à valeur ajoutée ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 7 juillet 2010 ;

Après en avoir délibéré le 2 septembre 2010 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1er** – Les numéros de la forme 08 05 53 MC DU sont attribués, jusqu'au 2 septembre 2030, à la société Diabolocom (Siren : 482 652 401) pour ses offres de services libre appel.

**Article 2** - La société Diabolocom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Diabolocom adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Diabolocom.

Fait à Paris, le 2 septembre 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI